

Les objectifs d'Education Pour Tous 2015, contexte démographique et scolarisation (version provisoire)

Claude Sauvageot¹ et Françoise Stoeffler Kern²

Accès à l'enseignement primaire et égalité de scolarisation entre filles et garçons : les projections de population peuvent-elles contribuer à évaluer les efforts à fournir ?

1. Rappel des objectifs EPT 2000 et notamment des points qui concernent la scolarisation primaire et l'accès des filles à l'éducation.

Le forum mondial sur l'éducation (Dakar 2000) a approuvé 6 objectifs à réaliser pour pouvoir atteindre une Education pour Tous (EPT) en 2015, objectifs considérés comme essentiels et accessibles à un coût raisonnable.

Les objectifs sur lesquels porte cette contribution sont les points deux et cinq.

L'objectif deux déclare que, d'ici à 2015, tous les enfants en âge d'aller à l'école primaire devront avoir accès à une scolarisation obligatoire, gratuite, de qualité avec la possibilité de pouvoir la suivre jusqu'à son terme.

L'objectif cinq affirme vouloir éliminer les disparités entre les sexes et instaurer une égalité d'accès à l'enseignement, notamment primaire, pour tous les enfants, filles ou garçons, et ceci dans des conditions équitables.

2. Hypothèses de travail

Les objectifs de Dakar ont été fixés de manière identique pour toutes les régions du monde et les pays concernés sans tenir compte de leurs différences et caractéristiques en matière de population, de scolarisation et de moyens. Quelles sont ces différences ? En matière de croissance de population, de taux de scolarisation à atteindre et donc d'efforts à fournir pour atteindre les objectifs de Dakar 2000. Quels sont les pays qui auront le plus de difficultés à les atteindre ?

L'Unesco publie tous les ans un « Rapport mondial sur le suivi de l'éducation pour tous » qui fait le point sur les progrès accomplis par les pays pour atteindre les six objectifs de Dakar. Le rapport de 2002 estime que l'Unesco peut mesurer quantitativement 3 de ces objectifs : **l'éducation primaire universelle, l'égalité entre les sexes et l'alphabétisation** et constatait que de ces trois objectifs, l'alphabétisation est celui qui a le moins de chance d'être atteint.

Pour mesurer les capacités des pays à atteindre ces objectifs, le rapport de l'Unesco utilise une méthodologie rétrospective s'appuyant sur les données disponibles pour la décennie précédente à savoir les données 1990 - 2000 des pays concernés³. A partir de ces données qui mesurent les progrès accomplis par les pays en matière d'éducation pendant cette dernière

¹ Professeur associé à l'université Paris V, Secrétaire Général du Haut Comité Education Economie Emploi – MEN Paris

² IR, Mission Education Economie Emploi – MEN Paris, Céreq Beta Strasbourg

³ « Rapport mondial de suivi de l'EPT 2002 », Unesco, p.91

décennie, on peut savoir si ces derniers sont inscrits dans une trajectoire, dans un processus qui favorisera la réalisation des objectifs de Dakar. Par ailleurs, en 2000, chaque pays occupe une certaine position, plus ou moins proche, par rapport à chacun des objectifs. Combinée aux trajectoires rétrospectives mettant en évidence les capacités des pays en terme d'EPT, le rapport a pu classer les pays selon leurs capacités potentielles à réaliser les objectifs de Dakar. Une typologie a ainsi été réalisée classant les pays en quatre groupes : les pays proches des objectifs au regard de leur situation en 2000 et ceux qui en sont plus éloignés, chacun de ces groupes de pays se partageant encore selon leurs performances en matière d'éducation durant la dernière décennie, performances favorisant ou non leur accès futur à l'EPT.

On peut discuter de l'utilité de construire un « indice de Dakar » qui intégrerait tous les indicateurs des objectifs EPT 2000 afin de mesurer les performances des pays par rapport à l'ensemble des objectifs. Cependant, à partir des données de population disponibles et en nous appuyant sur les dernières projections de population, il est possible de prendre en compte la croissance, ou décroissance démographique des pays jusqu'en 2015. Cette dimension démographique prospective va permettre de caractériser les pays et d'évaluer les efforts à fournir pour atteindre les objectifs de Dakar selon l'évolution de leur population.

3. Type de données utilisées

Pour cette étude, ce sont l'ensemble des données disponibles et publiées par l'Unesco qui ont été utilisées.

Toutes les données sur la scolarisation sont donc directement issues des rapports de suivi de l'EPT. Les données de population ont été actualisées en utilisant la dernière mise à jour disponible fournie par la Division de la Population des Nations-Unies (révision 2002). Rappelons que tous les deux ans, la division de la Population des Nations Unies fournit des données par âge, par sexe pour l'ensemble des pays du monde et pour les différentes régions. Ces données portent sur une longue période 'observée' de 1950 à une date proche de 2002 (selon l'année des derniers relevés démographiques qui varie selon les pays) et sur une période de projection allant jusqu'à 2025. La prise en compte des observations les plus récentes peut conduire à des estimations différentes pour une année donnée (par exemple l'année 2000 ou l'année 1998) pour un pays donné entre la révision 2000 et la révision 2002. Ainsi pour certains pays, pour une même année, les données de la révision 2002 sont assez différentes de la précédente révision (2000). Cela peut donc entraîner des différences sur les taux de scolarisation entre les données publiées (basées sur la révision 2000 ou la révision 1998) et les données utilisées dans ce document.

I. DE DAKAR 2000 AUX OBJECTIFS POUR 2015 : DANS QUEL CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE ?

Connaître le contexte démographique et son évolution à l’horizon 2015 est indispensable pour différencier les pays concernés et pour pouvoir prendre la mesure de leurs efforts à fournir afin d’atteindre les objectifs de Dakar 2000.

Croissance démographique, ralentissement ou stagnation, faibles taux de scolarisation ou objectifs quasi atteints, ou encore rapport filles / garçons défavorable ou non ? Tels sont les éléments des régions et pays concernés dont l’évolution doit être examinée à l’horizon 2015 grâce aux projections démographiques.

a) Évolution des populations en âge d’être scolarisée selon les régions

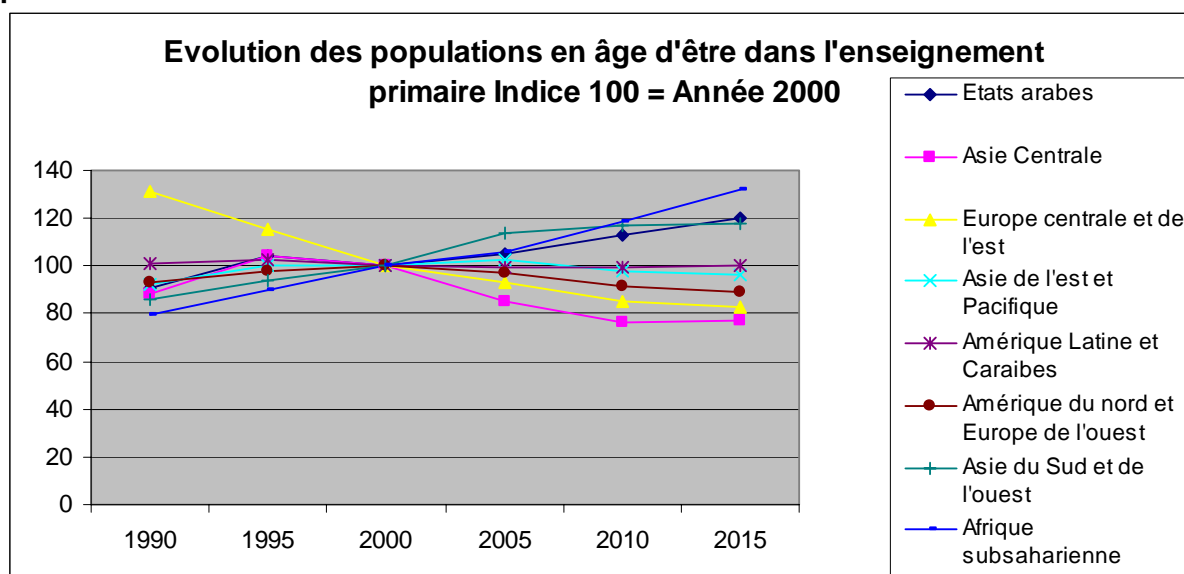
A partir de l’an 2000 et jusqu’en 2015 les régions se partagent entre celles qui voient leur population en âge d’être scolarisée diminuer et celles qui accusent un accroissement conséquent de cette tranche d’âge.

- **Croissance démographique de la population en âge d’être scolarisée pour trois régions :** l’Afrique subsaharienne, l’Asie du Sud et de l’Ouest et les États Arabes. C’est en Afrique subsaharienne que la croissance de la population à scolariser sera la plus forte : il y aura 1,32 fois plus d’enfants à scolariser en 2015 qu’en 2000. Pour les États Arabes et l’Asie du Sud et de l’Ouest, cette croissance est moindre : 1,2 .
- **Cette population va décroître de façon très importante,** durant cette même période, en Asie Centrale (0,77) et en Europe Centrale et Orientale (0,82). Elle va également décroître mais moins brutalement en Amérique du Nord, en Europe Occidentale et en ‘Asie de l’Est et Pacifique’.

En Amérique Latine et dans les Caraïbes, cette population restera stable.

Il est évident que les 3 premières régions citées supporteront une pression démographique importante qui rendra d’autant plus ardu l’ambition de scolariser tous les jeunes en primaire.

Graphique n°1 : Évolution des populations en âge d’être dans l’enseignement primaire. Indice 100 = Année 2000



Source : Données de Population de la division de la Population des Nations Unies (révision 2002)

b) Les écarts entre la situation observée en 2000 et les objectifs EPT 2015

2. La scolarisation primaire universelle

En 2000, les trois régions les plus éloignées de l'objectif EPT sur la scolarisation primaire universelle sont :

- l'Afrique subsaharienne qui, avec un taux net de scolarisation de 62,8% est la région la plus éloignée de l'objectif,
- l'Asie du Sud et de l'Ouest et les Etats Arabes qui, avec un taux net de scolarisation d'environ 80% sont loin de l'objectif.

Or, nous l'avons vu précédemment, ce sont ces mêmes régions qui subiront la plus forte croissance démographique entre 2000 et 2015. Ainsi, ces trois régions sont doublement handicapées, à une situation défavorable au départ, se rajoute une croissance démographique supérieure à celle subie durant la dernière décennie. Ce sont ainsi les régions dont les pays devront fournir le plus d'efforts pour atteindre les objectifs d'EPT.

L'Afrique Subsaharienne est de loin, la région où la situation est la plus difficile : le plus faible taux de scolarisation en 2001 et la croissance de la population la plus forte d'ici 2015.

Tableau n°1 : Taux nets de scolarisation en 2001

Pays ou territoire	2001			IPS (F/G)
	Total	Garçons	Filles	
	Moyenne pondérée			
États Arabes	81,1	85,1	76,9	0,90
Europe Centrale et orientale	88,8	89,9	87,7	0,98
Asie Centrale	94,1	95,0	93,2	0,98
Asie de l'Est et le Pacifique	93,7	93,7	93,6	1,00
Amérique Latine et les Caraïbes	95,7	95,6	95,9	1,00
Amérique du Nord et Europe de l'Ouest	95,4	95,1	95,8	1,01
Asie du Sud et de l'Ouest	79,0	84,6	73,0	0,86
Afrique Subsaharienne	62,8	66,4	59,2	0,89

De plus, lorsque l'on observe les écarts entre les taux de croissance des effectifs scolarisés, taux nécessaires pour atteindre les objectifs EPT, durant la décennie passée et les mêmes taux de croissance projetés entre 2000 et 2015, les écarts varient considérablement pour ces 3 régions. Ils sont le plus pénalisant pour l'Afrique subsaharienne qui accuse un différentiel de 1.6 points par an entre les deux périodes et devra plus que doubler ses effectifs scolarisés. Dans le même temps, l'Asie du Sud et de l'Ouest n'a que 0.3 point d'écart même si ce taux de croissance est élevé et devra scolariser 1,5 fois plus d'élèves. Il est évident qu'il sera plus difficile d'augmenter beaucoup les taux de croissance réalisés entre 1990 et 2000 et, de ce point de vue, la situation de l'Asie du Sud et de l'Ouest sera un peu meilleure que celle de

l'Afrique subsaharienne. Là il faudra gérer des augmentations d'effectifs auxquelles ils n'ont jamais du faire face. Cette situation est identique pour les pays arabes qui accusent 1 point de différence de croissance entre ces deux périodes.

A l'inverse, pour les autres régions, c'est une croissance très faible ou même une décroissance des effectifs qui permettra aux pays concernés d'atteindre l'objectif 2015. Certaines régions comme l'Europe de l'est et centrale ou l'Amérique du nord et l'Europe de l'ouest, devront même investir moins dans les objectifs EPT que durant la dernière décennie.

	Effectifs scolarisés 1990	Effectifs scolarisés 2000	Population scolarisable 2015	coefficient multiplicateur des effectifs entre 2015/2000	Taux de croissance annuel des effectifs 1990 -2000	Taux de croissance annuel des effectifs nécessaire pour atteindre l'objectif 2015-2000
Etats Arabes	26634015	31452377	46898831	1,49	1,7%	2,7%
Europe Centrale et Orientale	5102145	6338933	5254800	0,83	2,2%	-1,2%
Asie Centrale	28786642	21132898	20118880	0,95	-3,0%	-0,3%
Asie de l'Est et le Pacifique	169724737	184155842	184788137	1,00	0,8%	0,0%
Amérique Latine et les Caraïbes	48590335	55159951	58069541	1,05	1,3%	0,3%
Amérique du Nord et Europe de l'Ouest	46765135	49851098	45891650	0,92	0,6%	-0,6%
Asie du Sud et de l'Ouest	106395307	134627716	200522149	1,49	2,4%	2,7%
Afrique Subsaharienne	46050073	65515641	139890801	2,14	3,6%	5,2%

Tableau n°2 : Effort nécessaire pour scolariser tous les enfants d'âge de l'enseignement primaire en 2015 par grandes régions

Source : rapports Unesco

3. La parité filles / garçons

Le calcul de la croissance nécessaire des effectifs à scolariser peut aussi être fait pour atteindre la parité filles / garçons en 2015.

Au moment de Dakar, en 2000, ce sont toujours les trois régions précédemment citées (Asie du sud et de l'ouest, Afrique sub-saharienne et les Pays arabes) qui sont le plus éloignées des objectifs de parité. Notons que c'est l'Asie du sud et de l'ouest qui a le plus faible indice de parité scolaire soit 0.85 en 2000.

Pour atteindre la parité scolaire en 2015, la croissance nécessaire des effectifs filles et garçons varie selon l'état de la scolarisation universelle et paritaire. Ainsi, la croissance annuelle des effectifs féminins devra être très élevée (5,6%) pour que toutes les filles d'Afrique subsaharienne soient scolarisées en 2015. Ils devront être supérieurs à 3% en Asie du Sud et de l'Ouest et dans les États Arabes.

Les régions les plus en « retard » en matière de parité sont aussi celles qui devront fournir le plus d'efforts pour la scolarisation universelle. Or, scolariser les filles est une tâche bien plus difficile que scolariser les garçons dans les pays où les filles sont traditionnellement réservées aux tâches familiales et où leur scolarisation n'est pas souvent jugée nécessaire. Aider à leur

émancipation grâce à la scolarisation demande plus d'investissement et de transformation sociétale. C'est peu dire que les pays de ces régions devront redoubler d'efforts pour atteindre la parité ! Ceci est particulièrement le cas pour l'Asie du sud et de l'est où l'écart entre la scolarisation des deux sexes est le plus important.

Tableau n° 3 : Index de parité et objectif EPT 2015

Taux de croissance annuelle des effectifs nécessaire pour atteindre EPT 2015

Régions du monde	IPS 2000	Taux de croissance annuelle des effectifs scolarisés Garçons	Taux de croissance annuelle des effectifs scolarisés Filles	Différence des taux de croissance filles / garçons	Taux de croissance annuel des effectifs, nécessaire pour atteindre l'objectif EPT 2015
Etats Arabes	0,90	2,4%	3,1%	+ 0.7	2,7%
Asie Centrale	0,98	-1,3%	-1,2%	- 0.1	-1,2%
Europe Centrale et Orientale	0,97	-0,4%	-0,2%	- 0.2	-0,3%
Asie de l'Est et le Pacifique	1,00	0,0%	0,0%	0	0,0%
Amérique Latine et les Caraïbes	0,99	0,3%	0,4%	+ 0.1	0,3%
Amérique du Nord et Europe de l'Ouest	1,01	-0,5%	-0,6%	+ 0.1	-0,6%
Asie du Sud et de l'Ouest	0,85	2,2%	3,3%	+ 1.1	2,7%
Afrique Subsaharienne	0,89	4,8%	5,6%	+ 0.8	5,2%

Source : rapports Unesco

Conclusion

Cette analyse a permis de montrer que trois régions vont rencontrer de grandes difficultés pour atteindre les objectifs d'EPT (scolarisation primaire universelle ; parité filles – garçons). Elles vont cumuler les difficultés avec, au départ une situation éloignée ou très éloignée des objectifs et, durant 2000/2015 une forte croissance démographique assortie d'un « rattrapage » conséquent en matière de parité.

C'est pourquoi mesurer la croissance démographique annuelle des effectifs et plus précisément selon le sexe, croissance nécessaire pour atteindre EPT 2015, permet de compléter utilement les indicateurs mis en œuvre dans les rapports annuels de l'Unesco.

Cette méthode va nous permettre de mener une analyse de même type par pays pour identifier ceux qui vont devoir faire face aux difficultés les plus grandes et d'identifier ainsi ceux sur qui doivent porter prioritairement les efforts d'assistance.

2. OBJECTIF EPT 2015 POUR LES PAYS DES TROIS REGIONS IDENTIFIEES

Cette analyse prospective par grandes régions du monde va être déclinée par pays et toujours selon les mêmes objectifs EPT 2015 :

- 1- La scolarisation primaire universelle à l'horizon 2015
- 2- La parité fille- garçon dans l'enseignement primaire

Nous retiendrons bien entendu les trois régions que nous avons identifiées précédemment : Afrique subsaharienne, Asie du sud et de l'ouest, les pays arabes. Ce sont celles le plus en « retard » par rapport aux objectifs EPT 2015, qui subiront les plus grandes pressions démographiques et, par conséquent, qui auront à relever les défis les plus importants. Dans chacune de ces régions quels sont les pays qui auront le plus de difficultés à faire face pour accroître les capacités de leur système scolaire ?

Là ce serait intéressant de se positionner par rapport à l'IDE (indice de développement de l'ept) cf rapport 2005 p.152 qui est plus élaboré que celui du rapport 2002 mais qui une fois de + ne prend pas en compte le contexte démo à l'horizon 2015. Ils y ont intégré le TNS, d'autres encore et un indice relatif au genre dont le calcul incluse tous les âges scolaires. On pourrait proposer un nouvel indice qui concernerait uniquement la scolarisation primaire avec une correction relative au contexte démo futur, histoire de ne pas mettre tous les pays dans le même sac ! (non je ne rêve pas...). Mais dans cet IDE ils ont abandonné l'idée de mesurer la capacité des pays à atteindre ces objectifs en fonction de leurs réalisations entre 90 et 2000, contrairement aux matrices du rapport 2002. De toutes façons il est idiot de calculer un IDE avec tous leurs indicateurs, ne vaudrait-il pas mieux les dissocier selon les 6 points de dakar 2000 , et dans ce cas on propose notre indicateur propre au primaire. Non je n'aime pas ces indices synthétiques car ils ne synthétisent rien...

1) Les objectifs liés à la scolarisation : la scolarisation primaire universelle et la parité filles - garçons

a) Le Contexte démographique

Comme nous l'avons vu dans l'analyse régionale, le contexte démographique est décisif puisqu'il va faciliter ou au contraire rendre plus difficile l'atteinte de l'objectif de scolarisation universelle. En effet, une croissance démographique aura comme conséquence un nombre d'enfants à scolariser plus important qu'en 2000 ou, au contraire, une décroissance diminuera le nombre d'enfants à scolariser et favorisera l'accès des pays concernés aux objectifs EPT 2015.

Les disparités entre pays sont encore plus contrastées qu'entre régions. La pression démographique dans certains pays sera extrêmement forte

Les pays à forte croissance démographique

Sur les 73 pays qui se trouvent dans les trois régions et pour lesquelles les données sont disponibles, plus de 80% (soit 60 pays) connaîtront une hausse notable et parfois très significative de leur population scolarisable pendant la période 2000-2015 (Cf. **Tableau n°4**). Cela aura pour conséquence indéniable de renforcer les difficultés rencontrées par les pays concernés.

Il est important de noter que pour 14 pays (Guinée Équatoriale, République du Congo, Burkina Faso, Palestine, Tchad, Mali, Angola, Guinée Bissau, Yémen, Afghanistan, Libéria, Ouganda, Niger, Somalie), la population scolarisable aura plus que doublé en un quart de siècle (1990-2015). Or la plupart de ces pays étaient déjà confrontés à des problèmes de scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école, comme en attestent les taux de scolarisation en 2000 (cf. tableau n°4) puisque bon nombre d'entre eux se situaient déjà parmi les plus éloignés de l'objectif.

Tableau 4 : Pays qui connaîtront les plus importantes hausses d'effectifs scolarisables
Indice 100 = Année 2000

Pays	Indice de la population scolarisable en 2015	Taux Net de scolarisation en 2000
Somalie	186	...
Niger	178	30,7%
Ouganda	172	...
Afghanistan	168	..
Liberia	168	69,9%*
Yémen	163	67,1%
Angola	162	40,3%
Guinée-Bissau	162	44,8%
Mali	162	..
Tchad	160	58,3%
Rep. Dem. du Congo	159	..
Territoires Occupés Palestiniens	158	95,1%*
Burkina Faso	157	35,0%
Congo	155	..
Mauritanie	153	65,9%
Erythrée	152	39,1%
Sierra Leone	151	56,2%
Guinée Equatoriale	150	71,8%

* valeur 2001

Source : rapports Unesco

Pays à décroissance démographique

En revanche, certains pays (20% de l'ensemble) verront leur tâche facilitée par une baisse de leurs effectifs scolarisables. La Tunisie, la République Islamique d'Iran et l'Afrique du Sud connaîtront les plus fortes décroissances démographiques pendant la période 2000-2015. Cette forte chute de la population scolarisable durant cette période, combinée à de bons taux

nets de scolarisation en 2000 par rapport aux autres pays de leurs régions, laisse présager que ces pays rencontreront probablement moins de difficultés à atteindre les objectifs fixés en matière de scolarisation primaire universelle. On notera qu'en règle générale, ces pays ont des taux de scolarisation supérieurs à la moyenne de leurs régions. Le **tableau n°5** ci dessous donne une illustration de cette situation.

Tableau 5 : Pays dont les effectifs scolarisables seront stables ou décroissants d'ici 2015
Base 100 = Année 2000

Pays	Indice de la population scolarisable en 2015	Taux Net en 2000
Tunisie	82	95,4%
Iran	85	79,2%
Afrique du Sud	86	84,4%
Iles Maurice	90	93,8%
Sri Lanka	90	
Lesotho	91	83,4%
Liban	92	89,7%
Zimbabwe	93	80,6%
Swaziland	94	77,3%
Algérie	95	94,2%
Emirats Arabes Unis	95	79,2%
Botswana	96	79,6%
Inde	99	83,6%

Source : rapports Unesco

b) Les écarts entre la situation observée en 2000 et l'objectif EPT de scolarisation primaire universelle en termes de TNS

On remarque ici encore de très grandes disparités entre pays y compris à l'intérieur d'une même région : alors que certains pays affichent des taux de scolarisation similaires à ceux de pays développés, 10 pays affichaient en 2001 des taux inférieurs à 60%. De plus, l'information étant incomplète pour une dizaine d'autres pays, on peut estimer ce dernier groupe à 20 pays au moins⁴.

Le **tableau n°6** ci dessous donne des indications assez claires de la situation des pays qui sont les plus éloignés de l'objectif de scolarisation primaire universelle en 2001, date des dernières données disponibles.


⁴ En effet, ce sont les pays les moins avancés en matière de scolarité qui disposent le moins souvent d'observatoire et ainsi ne peuvent fournir de données scolaires.

**Tableau 6 : Pays les plus éloignés de l'objectif d'après leur taux net de scolarisation en 2001
Avec rappel de l'évolution de la population scolarisable, Base 100 = année 2000**

Pays	Taux net de scolarisation		Population scolarisable base 100 en 2000			Evolution du taux net entre 1998 et 2001
	1 990	2001	1990	2000	2015	
Djibouti	32,9%	34,0%	78	100	122	+
Niger	23%	34,2%	72	100	178	++
Burkina Faso	25,1%	35,0%	75	100	157	+
Erythrée	17,6%	42,5%	82	100	152	++
Guinée Bissau	...	45,2%	72	100	162	= ¹
Ethiopie	23,7%	46,2%	71	100	137	= ²
Burundi	52,1%	53,4%	78	100	140	++
Tanzanie	47,6%	54,4%	74	100	120	++
Sénégal	47,1%	57,9%	79	100	127	+
Tchad	36,4%	58,3%	70	100	155	+
Arabie Saoudite	61,6%	59,9%	76	100	134	+
= signifie une hausse comprise en 0 et 3 points de TNS + signifie que le TNS augmente de moins de 10 points ++ signifie une hausse du TNS de plus de 10 points ¹ par rapport à 1999 ² par rapport à 2000 Tableau n°7						
Pays pour lesquels l'information est incomplète pour 2001						
Afghanistan	28,6%	22,6****	65	100	168	
Rep. Centrafrique	52,8%	54,7%***	77	100	118	
Comores	56,8%	56,2%***	85	100	140	
Congo	...	85,5****	71	100	155	
Rep. Dem. du Congo	55,0%	34,6%*	77	100	159	
Mali	21,4%	38,3%*	75	100	162	
Nigeria	60,1%	86,5****	76	100	131	
Sierra Leone	48,5%	64,9**%	91	100	151	
Soudan	...	48,9****%	83	100	119	
Ouganda	51%	136,4****	71	100	172	

* valeur de 1998 ** valeur de 1999 *** valeur de 2000 ****Taux Brut de Scolarisation en 2001

Nous pouvons classer ces pays en trois catégories selon leur taux net de scolarisation et la croissance de leur population scolarisable.

 **La première catégorie concerne les trois pays qui sont les plus éloignés de l'objectif de scolarisation primaire universelle**

Il s'agit de Djibouti qui a un taux net de scolarisation dans le primaire de 34%, du Niger (34,2%), et du Burkina Faso (35%). Entre 1990 et 2001, la situation en termes de scolarisation n'a pas évoluée pour Djibouti, alors que le Burkina et le Niger ont fait des efforts louables malgré le contexte démographique difficile (respectivement +11 points entre 1990 et 2001 et +10 points). Ces efforts se sont surtout concentrés durant les trois dernières années

d'observation (1998 – 2001) pour le Niger et le Burkina. La situation sera d'autant plus difficile pour ces deux pays qu'ils devront faire face à une démographie galopante pendant la période 2000-2015 avec une population scolarisable qui augmentera de 78% pour le Niger et de 57% pour le Burkina Faso. Cela posera inéluctablement des problèmes d'accueil et d'encadrement scolaires.

La deuxième catégorie de pays très en difficulté avec un TNS inférieur à 50%

Elle est composée de l'Érythrée qui a un taux de scolarisation net dans le primaire de 42,5%, de la Guinée Bissau (45,2%) et de l'Éthiopie (46,2%). Pour les deux pays de l'Afrique de l'Est que sont l'Éthiopie et l'Érythrée, on constate des hausses respectives de 23 et de 25 points entre 1990 et 2001. Cette progression est extrêmement satisfaisante mais elle cache une situation exceptionnelle. C'est la raison pour laquelle la prudence s'impose dans la comparaison des données concernant ces deux pays entre ces deux périodes. En effet, ces pays ont connu, pendant cette période, le retour à la paix (signature des Accords de Paix en 2000), suite à deux années de guerre entre eux qui sont venues s'ajouter aux trente années de guerre d'indépendance de l'Érythrée face à l'Éthiopie. Cette guerre d'indépendance s'est terminée en 1991. Ainsi, ces fortes variations s'expliquent avant tout par un retour à la normale qui a réduit, voire supprimé, les déplacements massifs de populations, et les autres facteurs liés à l'état de guerre, qui constituaient des entraves au développement de la scolarisation des enfants. Il n'en reste pas moins que ces deux pays ont fait des efforts louables qui méritent d'être poursuivis. Quant à la Guinée Bissau, en l'absence de données de comparaison, nous ne pouvons que constater le faible niveau de la scolarisation des enfants dans ce pays (45,2%) et quasiment aucune évolution du TNS durant les trois dernières années d'observation ((1999 – 2001). Ce pays subira une forte pression démographique (+62% entre 2001 et 2015) dont il devra tenir compte pour scolariser l'ensemble de sa population et tenter d'atteindre les objectifs 2015.

La dernière catégorie de pays en difficulté mais qui ont franchi le seuil d'un TNS supérieur à 50%

Elle comporte le Burundi avec un taux de scolarisation net dans le primaire de 53,4%, la Tanzanie (54,4%), le Sénégal (57,9%), le Tchad (58,3%) et l'Arabie Saoudite (58,9%). Bien qu'étant dans une situation difficile en terme de scolarisation, ces pays sont moins éloignés des objectifs de Dakar et auront un écart moins important à combler. Ceci d'autant plus que, toujours par rapport aux pays des deux catégories précédemment citées, ils ne subiront pas la même pression démographique (hormis le Tchad + 55% entre 2001 et 2015). Cette situation ne devrait pas occulter les efforts intenses et nécessaires qui doivent être entrepris afin de pouvoir réaliser l'objectif de scolarisation universelle à l'horizon 2015. En effet, en analysant les efforts consentis entre 1990 et 2001 pour le Burundi, la Tanzanie et l'Arabie Saoudite, on constate qu'ils demeurent insuffisants pour lancer une dynamique pouvant permettre la réalisation de cet objectif à temps. Pour la Tanzanie, ce constat est tempéré par la tendance observée entre 1998 et 2001 qui, si elle se poursuit, pourra conduire à une bien meilleure situation à l'horizon fixé. Il en est de même pour le Burundi qui, après une période difficile pendant la décennie 90 du fait d'un grave conflit civil, a renoué avec une forte progression de la scolarisation entre 1998 et 2001. On peut remarquer l'évolution négative, pendant la période 1990-2001, de la scolarisation en Arabie Saoudite principalement imputable à la baisse de la scolarisation des garçons dans le Royaume. Enfin, soulignons l'effort particulièrement important dont ont fait preuve le Sénégal et le Tchad (+10 et 12 points) durant la dernière décennie.

2) Évolution des populations et taux de croissance requis pour atteindre EPT 2015

Pour compléter l'analyse des difficultés à surmonter pour atteindre l'objectif de scolarisation primaire universelle, il est intéressant d'étudier les taux de croissance des effectifs observés entre 1990 et 2001 et de les comparer aux taux de croissance nécessaires pour atteindre l'objectif de scolarisation universelle primaire en 2015. C'est ce que présente le **tableau n°8** ci-dessous.

Les taux de croissance annuels requis pour atteindre les objectifs de Dakar permettent de connaître les effectifs supplémentaires à scolariser chaque année en y intégrant la croissance démographique. Ils permettent aussi de mesurer l'ampleur du travail à réaliser par rapport à celui déjà effectué durant la dernière décennie.

En étudiant plus en détails ce dernier tableau, on peut d'ores et déjà classer les pays selon les efforts qu'ils devront fournir, d'ici à 2015, pour atteindre l'objectif de scolarisation primaire universelle.

Pays aux taux de croissance requis les plus élevés

Ce premier groupe est composé des pays dont les taux de croissance moyens annuels requis pour atteindre les objectifs de Dakar sont compris entre 9 et 12%.

Il s'agit du Niger (12,2%, soit environ 186 000 enfants supplémentaires chaque année contre 31 000 enfants supplémentaires scolarisés chaque année entre 1990 et 2001), du Burkina Faso (11,1%, soit 178 000 enfants chaque année entre 2001 et 2015 contre 32 000 entre 1990 et 2001), de Djibouti (9,3%, soit 7000 enfants contre 1000), de la Guinée Bissau (9,3%, soit 18 000 enfants) et de l'Érythrée (9,2%, soit 40 000 enfants contre 14 000).

Ce résultat souligne une fois de plus (cf. tableau n°4) l'importance du facteur démographique dans les prévisions de scolarisation primaire. En effet, entre 2001 et 2015, le Niger devra quintupler ses effectifs et scolariser chaque année près de six fois plus d'enfants supplémentaires qu'il ne l'a fait avec beaucoup de difficultés entre 1990 et 2001 ; le Burkina quadrupler ses effectifs et scolariser chaque année près de six fois plus d'enfants supplémentaires, Djibouti plus que tripler (x 3,5) ses effectifs comme la Guinée Bissau et l'Érythrée. Ces chiffres se passent de commentaires mais donnent une idée assez précise de l'ampleur de la tâche à accomplir.

Pays au taux de croissance moyen annuel requis compris entre 5 et 8%

On peut ensuite distinguer une autre catégorie de pays, ceux dont le taux de croissance annuel moyen nécessaire pour atteindre l'objectif est compris entre 5,3 et 8%. Ces pays ont des indices en 2015 des effectifs scolarisés supérieurs ou qui avoisinent 200%. Dans cette catégorie, des pays comme l'Éthiopie (+189%), le Tchad (+165%), le Burundi (+160%) ont, des taux de croissance moyenne annuelle nécessaire respectivement de 7,9%, 7,2% et 7,1%. En terme de nombre d'enfants supplémentaires à scolariser chaque année, l'Éthiopie doit scolariser chaque année 703 000 enfants, le Tchad 95 000, et le Burundi 70 000. Le tableau n°8 donne la situation de chacun des autres pays se trouvant dans cette catégorie. On notera au passage la situation rare du Pakistan qui devra scolariser 1 009 000 enfants supplémentaires chaque année d'ici à 2015. Par rapport au dynamisme dont ils ont fait preuve

durant la dernière décennie en matière de scolarisation primaire, certains pays comme le Sénégal ou le Tchad pourront continuer sur leur lancée en maintenant leurs efforts, d'autres comme l'Arabie Saoudite ou le Burundi devront fournir près de trois fois plus d'efforts, d'autres enfin, comme la Guinée, la Mauritanie ou le Tchad, pourront parfaire leurs investissements en matière de scolarisation primaire en regard du travail réalisé et à condition qu'ils maintiennent leur dynamisme.

Pays au taux de croissance moyen annuel requis compris entre 3 et 5%

Une troisième catégorie regroupe des pays dont les taux de croissance moyens annuels nécessaires sont compris entre 3,1 et 5%. Les pays les plus en difficulté dans cette catégorie sont Oman (5%, 20 000 enfants supplémentaires chaque année), Mozambique (4,9%, 106 000 enfants), Ghana (4,8%, soit 125 000 enfants), Bénin (4,6%, soit 49 000 enfants), Zambie (4,3%, soit 79 000 enfants), Gambie (4,2%, soit 8 000 enfants), Côte d'Ivoire (4,2%, soit 91 000 enfants). Notons la situation particulière du Rwanda dont le ratio est le plus élevé (8,93) et qui, après une guerre civile particulièrement meurtrière, doit reconstruire quasiment tout son système éducatif.

Pays dont le taux de croissance moyen annuel requis est proche de zéro

Une dernière catégorie regroupe les pays dont les taux de croissance sont positifs et inférieurs à 3%. On retrouve dans ce groupe, des pays comme les Maldives (2,8%, 2 000 enfants supplémentaires), le Kenya (2,7%, 139 000 enfants), l'Irak (2,7%, 113 000 enfants), l'Égypte (2%, 169 000 enfants). L'Inde, pour sa part, avec 1,3% de taux de croissance moyen annuel, doit scolariser annuellement 1 356 000 enfants supplémentaires ! Le Bangladesh devra scolariser 257 000 enfants supplémentaires chaque année pour atteindre l'objectif de scolarisation universelle en 2015, c'est moins que ce qu'il a réussi dans la décennie 1990. Là encore, des pays comme l'Irak, l'Égypte ou le Botswana devront redoubler d'efforts en regard de ce qu'ils ont réalisé durant la dernière décennie.

Il existe même des pays pour lesquels ce taux nécessaire de croissance est négatif. C'est le cas des pays qui vont connaître une forte baisse de la démographie mais aussi, qui n'ont pas de problèmes particuliers en matière de scolarisation (Cf. tableau n°5). Parmi eux on trouve la Tunisie (-1%), le Sri Lanka (-0,6%), l'Ile Maurice (-0,3%), et l'Afrique du Sud (-0,3%).

Ainsi, atteindre les objectifs de Dakar en matière de scolarisation primaire sera souvent extrêmement difficile pour la plupart des pays, en regard des croissances démographiques auxquels ils devront faire face. Ils devront réaliser d'immenses efforts afin de pouvoir rattraper le retard accumulé, et ceci d'autant plus pour les pays qui ont peu développé une véritable politique de scolarisation durant ces dix dernières années.

Lorsque l'on regarde de manière générale les taux de croissance moyens annuels nécessaires à la réalisation de cet objectif de scolarisation primaire pour tous, sur les dix pays les plus en difficulté, neuf sont africains. Cela témoigne une fois de plus de la position particulière de ce continent.

Tableau 8 : Pays ayant le plus d'effort à fournir en termes de taux de croissance annuel moyen des effectifs

Pays	Indice en 2015 des effectifs scolarisés base 100=année de référence 2001	Accroissement moyen annuel des effectifs pour atteindre l'objectif (en milliers) entre 2001 et 2015	Accroissement moyen annuel des effectifs entre 1990 et 2001	Ratio accroissement 2001 - 2015/ accroissement 1990-2001	Taux de croissance moyen annuel des effectifs, nécessaire pour atteindre l'objectif	Taux de croissance moyen annuel des effectifs, entre 1990 et 2001	Ratio entre taux de croissance annuelle des effectifs à réaliser d'ici 2015 et réalisés depuis 1990
Niger	501	186	31	6,0	12,2%	7,1%	1,72
Burkina faso	435	178	32	5,6	11,1%	6,1%	1,82
Djibouti	349	7	0,9	7,8	9,3%	2,8%	3,36
Guinée-Bissau	347	18			9,3%		
Erythrée	344	40	14	2,9	9,2%	10,6%	0,87
Ethiopie	289	703	306	2,3	7,9%	10,0%	0,79
Tchad	265	95	42	2,3	7,2%	7,9%	0,91
Burundi	260	70	14	5,0	7,1%	2,6%	2,69
Yemen	236	223	79	2,8	6,3%	4,8%	1,30
Liberia	229	34			6,1%		
Arabie Saoudite	223	178	40	4,5	5,9%	2,2%	2,63
Mauritanie	223	25	15	1,7	5,9%	8,4%	0,70
Guinée	222	69	51	1,4	5,9%	11,8%	0,50
Pakistan	218	1 009			5,7%		
Sénégal	217	77	31	2,5	5,7%	4,3%	1,32
République Unie de Tanzanie	217	316	128	2,5	5,7%	4,3%	1,33
Madagascar	205	119	54	2,2	5,3%	4,4%	1,20
Oman	197	20	6	3,3	5,0%	2,6%	1,91
Mozambique	197	106	58	1,8	4,9%	4,9%	1,00
Ghana	192	125			4,8%		
Bénin	188	49	38	1,3	4,6%	7,0%	0,66
Zambie	181	79	124	0,6	4,3%		
Gambie	179	8	7	1,1	4,2%	7,4%	0,57
Côte d'Ivoire	177	91	65	1,4	4,2%	5,3%	0,79
Guinée Equatoriale	173	3			4,0%		
Népal	170	112	-4	-28,0	3,9%		
Malawi	164	73	52	1,4	3,6%	4,1%	0,87
Territoires Palestiniens Autonomes	159	16			3,4%		
Rwanda	159	46	4	11,5	3,4%	0,4%	8,93
Koweït	153	5	3	1,7	3,1%	2,5%	1,24
Maldives	147	2			2,8%		
Kenya	146	139			2,7%		
Irak	146	113	42	2,7	2,7%	1,3%	2,07
Sao Tome et Principe	140	1			2,4%		
Gabon	139	5			2,4%		
Togo	138	20	25	0,8	2,3%	4,5%	0,51
Egypte	132	169	85	2,0	2,0%	1,2%	1,61
Namibie	129	6	8	0,8	1,8%	3,1%	0,59
Jordanie	125	13			1,6%		
Bangladesh	123	257	346	0,7	1,5%	2,6%	0,58

Maroc	122	53	111	0,5	1,4%	4,1%	0,34
Swaziland	122	3	3	1,0	1,4%	1,7%	0,81
Inde	120	1 356			1,3%		
Emirats Arabes Unis	118	3	4	0,8	1,2%	2,0%	0,60
Botswana	118	3	2	1,5	1,2%	0,9%	1,39
Syrie	117	31	29	1,1	1,1%	1,2%	0,90
Zimbabwe	112	18			0,8%		
Bahrain	111	1	1	1,0	0,7%	1,9%	0,37
Lesotho	108	2	4	0,5	0,5%	1,4%	0,36
Qatar	104	0	1	0,0	0,3%	2,3%	0,13
Rép. Islamique d'Iran	103	16			0,2%		
Cap Vert	103	0	1	0,0	0,2%	2,0%	0,10
Liban	103	1			0,2%		
Algérie	102	5	19	0,3	0,1%	0,4%	0,26
Rép. Afrique du Sud	96	-17			-0,3%		
Iles Maurice	95	0	0		-0,3%		
Sri Lanka	92	-9			-0,6%		
Tunisie	86	-11			-1,0%		

3) La situation par rapport à la parité Fille - Garçon dans l'enseignement primaire

Quand on calcule l'indice de parité fille/garçon en 2001 qui mesure la proportion des filles scolarisées par rapport aux garçons, les pays qui ont les plus faibles indices de parité sont aussi ceux qui, pour la plupart ont les taux de scolarisation net les plus faibles,.

Cela introduit un degré supplémentaire de complexité au problème auquel font face ces pays qui vivent déjà globalement une situation difficile. Il n'en reste pas moins qu'un effort accru en matière de scolarisation des filles constituerait un bon levier pour accroître significativement le taux de scolarisation global. De plus, l'éducation des filles peut avoir, à terme, des effets positifs multiples sur la situation démographique et socioéconomique de ces pays. C'est la raison pour laquelle il est opportun d'insister sur l'éducation des filles qui constituerait à terme, entre autres, un vecteur efficace de développement. Le **tableau n°7** ci dessous montre les pays qui ont le plus d'efforts à fournir en matière de scolarisation féminine.

Tableau n°9 : Pays dont les indices de parité fille/garçon sont les plus faibles en 2001

Pays	GPI 1990	GPI 2001	NER 2001
Tchad	0,45	0,67	58,3%
Niger	0,56	0,68	34,2%
Bénin	0,52	0,69	71,3%
Burkina Faso	0,63	0,71	35,0%
Guinée-Bissau	..	0,71	45,2%
Côte d'Ivoire	0,71	0,74	62,6%
Pakistan	..	0,74	59,1%
Djibouti	0,71	0,77	34,0%
Guinée	0,51	0,78	61,5%
Liberia	..	0,78	69,9%
Ethiopie	0,75	0,79	46,2%
Burundi	0,85	0,82	53,4%
Togo	0,71	0,84	91,8%
Guinée Équatoriale	..	0,85	84,6%
Irak	0,95	0,85	90,5%
Inde	..	0,86	82,3%
Érythrée	0,99	0,86	42,5%
Mozambique	0,75	0,88	59,7%
Népal	..	0,88	70,5%
Sénégal	0,75	0,89	57,9%

Là où les données de 1990 sont disponibles, on constate que un certain nombre de pays ont fait de gros efforts, certes insuffisants, afin de se rapprocher de la parité. On peut signaler une apparente dégradation de la situation au Burundi, en Érythrée et en Irak

Il faut là encore signaler de fortes disparités. En effet, sur les 56 pays pour lesquelles les données sont disponibles en 2001, 31 pays (soit plus de 55%) ont réussi à atteindre la parité fille - garçon ou sont en situation de quasi-parité avec des indices qui atteignent ou qui avoisinent 0,99 (strictement supérieur à 0,95). Dans ce groupe de pays, certains ont même très légèrement dépassé la parité fille - garçon et si la tendance actuelle se poursuit, l'effort de rééquilibrage portera sur la scolarisation en faveur des garçons! C'est le cas du Bangladesh

(1,02), du Kenya (1,02), du Rwanda (1,03), du Botswana (1,04), de la Namibie (1,06) et du Lesotho (1,08).

Cependant cette parité ou quasi-parité ne traduit pas forcément une situation où tous les enfants scolarisables sont scolarisés, elle cache, par conséquent, certaines disparités entre les différents pays en terme de scolarisation.

Cinq pays (la Syrie (0,95), Sao Tome et Principe (0,94), le Maroc (0,93), l'Arabie Saoudite (0,92) et la Gambie (0,92)) sont relativement proches de la parité et pourront l'atteindre assez aisément si la tendance actuelle se poursuit.

En définitive, malgré les efforts consentis et les progrès accomplis, la parité constitue toujours un problème et sera difficile à atteindre pour un bon nombre de pays. Cette question de la parité est intimement liée à celle de la scolarisation primaire universelle, ce sont très souvent les mêmes pays qui sont les plus éloignés de ces deux objectifs.

En guise de conclusion

Dans les trois régions étudiées, les conditions démographiques vont peser de façon très inégale selon les pays. En Afrique notamment, l'Afrique du Nord sera caractérisée par une baisse rapide de la natalité alors qu'en Afrique subsaharienne la natalité restera toujours élevée.

Atteindre les objectifs d'une scolarisation universelle et de la parité fille - garçon est déjà un défi majeur pour les pays de ces régions au vu de leur situation en 2000. Il devient un pari quasi insurmontable en regard de la croissance démographique à laquelle la plupart des pays devront faire face. Gagner ce pari demandera des efforts et des investissements bien plus élevés que ceux auxquels ils ont déjà consentis entre 1990 et 2000, et ceci malgré le dynamisme et la volonté dont ils ont su faire preuve ces dernières années.

Notre propos n'est pas de 'désespérer' mais bien de donner des éléments de réflexion supplémentaires. Ils devraient permettre de compléter les rapports du suivi de l'EPT ou les études remarquables du pôle de Dakar, afin de mesurer l'ampleur des défis à relever et de cibler les interventions des organismes partenaires du développement. Et ceci particulièrement pour les pays qui cumulent des situations scolaires très difficiles avec des conditions démographiques peu favorables.

Il convient donc d'analyser les objectifs de Dakar avec toutes les informations dont nous disposons et notamment les projections de population. Identifier les pays qui ont le plus besoin de soutien, les aider financièrement mais aussi leur apporter un appui à l'organisation, à la planification et à l'évaluation pour mieux faire fonctionner leur système éducatif sont des opérations indispensables. Elles serviront d'encouragement pour ces pays tout en gardant des exigences de réalisme et augmenteront ainsi leur chance de progresser rapidement pour atteindre les objectifs de Dakar.

La Banque mondiale a d'ailleurs en 2002 mis en place une stratégie appelée « Initiative accélérée en faveur de l'éducation pour tous » (IA) qui offre des financements aux pays qui donnent la priorité à l'EPT. La prise en compte des disparités en terme d'évolution démographique devrait être intégré à l'évaluation permettant de sélectionner les pays qui auront le plus de difficultés et qui devront être le plus soutenus dans leurs efforts.

En procédant ainsi, on peut encore espérer que les objectifs de Dakar ne s'ajouteront pas à la liste déjà longue des incantations sur la scolarisation universelle qui risquent finalement de

décourager les efforts considérables qui ont déjà été réalisés. A suivre donc de près et à évaluer sans concession.